

DÉCLARATION AUX MEDIAS SUR LES MENACES D'EXPULSION D'ÉLEVEURS MAASAI DANS LA RÉGION DE LO-LIONDO ET LE PARC NATIONAL DE NGORONGORO EN TANZANIE

Comment pouvons-nous survivre dans la dignité si nous sommes expulsés de notre terre?

Le 17 février 2022 - En réponse au plan injuste du gouvernement tanzanien visant à expulser au moins 70 000 éleveurs autochtones Maasai de leurs terres coutumières légalement reconnues dans la région de Loliondo en Tanzanie, Indigenous Peoples Rights International (IPRI) soumet cette lettre ouverte au gouvernement tanzanien et à Otterlo Business Corporation pour les exhorter à mettre fin à ce plan.

480 organisations et 4747 citoyens concernés de 133 pays ont signé cette lettre, démontrant un soutien de solidarité de grande envergure aux pasteurs autochtones Maasai touchés du monde entier.

Ces organisations comprennent des réseaux et des défenseurs des peuples autochtones, les organisations internationales de défense des droits de l'homme et les ONG telles qu'Amnesty International et Oxfam, des organisations de conservation et d'environnement telles que le Worldwide Fund for Conservation "Fonds Mondial pour la Conservation" et Greenpeace, et des étudiants de diverses universités, des avocats, des militants, des défenseurs des droits de l'homme, entre autres.

Cette action de la communauté internationale devrait être reconnue par le gouvernement tanzanien. Le gouvernement devrait tenir compte des demandes des pasteurs Maasai concernés pour le plein respect et la protection de leurs droits à leurs terres et à leurs moyens de subsistance, conformément à ses obligations et engagements en matière de droits humains.

Un leader Maasai des communautés menacées a déclaré :

“Nous vivons et conservons cet endroit depuis des décennies grâce à nos relations harmonieuses avec notre bétail et notre faune. Cependant, le gouvernement cible constamment nos terres riches en biodiversité pour des entreprises commerciales avec de riches étrangers qui non seulement nous déplaceront, mais affaibliront également notre patrimoine culturel et nos moyens de subsistance durables en tant

que pasteurs autochtones. Comment pouvons-nous survivre dans la dignité si nous sommes expulsés de notre terre? Nous avons besoin d'un soutien mondial pour exiger de notre gouvernement qu'il respecte notre droit à la paix sur nos terres coutumières.”

Le plan d'expulsion dans la région de Loliondo vise à convertir la zone en terrain de chasse à la faune pour les familles royales de Dubaï qui possèdent la Otterlo Business Corporation.

Dans le Parc National de Ngorongoro, 70 000 autres éleveurs Maasaï sont également menacés d'expulsion, sur la base de la recommandation de la Commission du patrimoine de l'UNESCO de limiter la présence humaine et les activités dans le parc en vue d'une approche de conservation des forteresses. Cela ne tient pas compte du fait que ces pasteurs autochtones vivaient en harmonie avec leur environnement avant même la déclaration de leur zone comme parc national.

Ces menaces d'expulsion des éleveurs autochtones Maasai dans le cadre d'une approche de conservation de forteresse d'une part, et de chasse au gibier sauvage pour les riches d'autre part, sont des développements alarmants dans le contexte de l'objectif mondial de 30% de conservation de la biodiversité d'ici 2030, connu comme cible 30x30.

Il est évident dans ces cas que les droits et le bien-être des peuples autochtones ne sont pas seulement mis de côté mais carrément violés. De même, leurs rôles vitaux et leurs contributions à la biodiversité sont complètement ignorés et sapés.

IPRI est profondément préoccupé par le fait que l'objectif 30x30 puisse entraîner un déplacement massif des peuples autochtones ; intensifier la faim et la pauvreté; accroître les conflits et la violence contre les femmes et les filles autochtones ; et conduire à l'ethnocide pour les peuples autochtones car leurs droits sont systématiquement violés. Cela peut également conduire à une criminalisation accrue des peuples autochtones lorsqu'ils défendent leurs terres, territoires et ressources, et dans l'exercice de leurs droits à pratiquer des systèmes de gestion durable des ressources et des moyens de subsistance dans le cadre de leurs mesures de conservation.

Il est donc nécessaire d'assurer le respect, la protection et l'exercice des droits des peuples autochtones dans les programmes et mesures de conservation dans le cadre de l'objectif 30x30.

La reconnaissance et l'amélioration des pratiques de conservation des peuples autochtones ainsi que des dispositions pour des moyens de subsistance durables doivent être garanties; et leur criminalisation dans l'exercice de leurs droits devrait cesser.

Il est urgent de changer le comportement des décideurs nationaux et mondiaux qui traitent les peuples autochtones comme des ennemis de la conservation et du développement. Au lieu de cela, les peuples autochtones devraient être considérés comme des acteurs et des partenaires clés pour la réalisation significative de l'objectif 30x30 et la réalisation d'un développement durable pour tous.

#####

Remarque: Indigenous Peoples Rights International (IPRI) est une organisation mondiale des peuples autochtones qui œuvre pour protéger les droits des peuples autochtones, et unir et amplifier l'appel à la justice pour les victimes de la criminalisation et de l'impunité. Veuillez visiter le site Web de l'IPRI pour plus d'informations - <https://iprights.org/>.

Contact:

Joan Carling

Email: joan@iprights.org